



Genre et militantisme

Lucie Bargel, Xavier Dunezat

► To cite this version:

Lucie Bargel, Xavier Dunezat. Genre et militantisme. Dictionnaire des mouvements sociaux, Presses de Sciences Po, pp.248-255, 2009. hal-00567772

HAL Id: hal-00567772

<https://hal.science/hal-00567772>

Submitted on 25 Feb 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Lucie Bargel et Xavier Dunezat, notice « Genre et militantisme », in Olivier Fillieule, Lilian Mathieu, Cécile Péchu (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, pp. 248-255.

Genre et militantisme

Depuis les années 2000, le concept de genre fait l'objet d'une diffusion croissante dans les sciences sociales françaises, y compris dans la sociologie des mobilisations (Maruani, 2005). Ce terme, né aux États-Unis, désignait dans les années 1970 la part socialement construite du sexe. Cette dichotomie genre = culture / sexe = nature a été ultérieurement contestée, le genre désignant – dans les travaux plus récents – l'ensemble des discours et des pratiques qui produisent la différence des sexes, plus généralement la construction sociale de la différence sexuelle. Le genre est ainsi redéfini comme une dynamique constitutive d'un ordre social inégalitaire, caractérisé par la domination du « masculin » sur le « féminin ».

Le genre reste un concept polysémique : pour l'étude des mobilisations, les usages scientifiques de cette notion sont divers et rencontrent largement les préoccupations d'analyses en termes de « place des femmes » ou de « rapports sociaux de sexe » qui se sont développées en France dès les années 1970. Ces approches, en rompant avec l'usage du sexe comme simple variable descriptive, sont porteuses de nouveaux questionnements pour la sociologie des mobilisations. Ainsi, les rapports sociaux de sexe sont définis comme la forme de rapports de pouvoir qui produisent une des divisions fondamentales de la société : celle entre groupes sociaux de sexe antagoniques. La division sexuelle du travail constitue l'enjeu autour duquel ces groupes sont sans cesse recréés, reconfigurés (Kergoat *et al.*, 1992).

La « place des femmes » dans les mobilisations

Dans un premier temps (non révolu), le genre est utilisé comme l'équivalent de sexe. En effet, les études sur la « place des femmes » dans les mobilisations traitent *de facto* les représentations et les pratiques masculines comme la norme. L'activité militante étant pensée comme neutre du point de vue du genre, l'analyse de l'exclusion des femmes des mobilisations, des obstacles à leur participation ou des spécificités de leur inscription militante est privilégiée.

En France, le *gender gap*, la différenciation des comportements politiques selon le sexe et l'exclusion des responsabilités politiques sont étudiées dès les années 1950, faisant du sexe

une variable pertinente pour la science politique. La sous-représentation des femmes parmi les militant-e-s des partis politiques, malgré une relative féminisation, est elle aussi soulignée. Cette démarche – plus quantitative – permet de rendre visibles les inégalités de sexe, jusqu'alors masquées par l'apparente évidence des rôles sexués. Il s'agit de faire des femmes des « *sujets d'histoire* » (Perrot, 1998), ce qui a pour effet de dénaturiser la différence des sexes. Les raisons de cette exclusion des femmes du militantisme partisan sont bien sociales : les analyses soulignent leur moindre disponibilité ou leur moindre insertion sociale, liées à la division du travail domestique et à leur position sur le marché du travail salarié. En somme, les explications se situent en dehors des partis politiques eux-mêmes, dans les structures économiques et sociales globales.

Ce type d'approche prédomine aussi dans l'analyse du militantisme associatif ou syndical, initiée par la recherche de Guilbert (1966). Pour expliquer la sous-représentation des femmes au sein du mouvement ouvrier, Perrot (1998, p. 121) pointe un système social dans lequel le « *prolétariat féminin* » est « *accablé par une domination bicéphale où l'homme et le patron se soutiennent* », en assignant les femmes à l'espace domestique et en les surexploitant quand elles travaillent. Et, lorsque les historiennes ou les sociologues repèrent une surreprésentation des femmes dans certains espaces militants (mouvements philanthropiques, syndicalisme chrétien), elles pointent le caractère « *concret* » de la mobilisation ou son encadrement « *familier et rassurant* » par l'Église (Bard, 2001, p. 75).

Les luttes des femmes

À partir de la fin des années 1970, l'histoire et la sociologie des mobilisations sont enrichies par des approches qui, peu à peu, vont théoriser la sexuation du social en termes de genre ou de rapports sociaux de sexe. Cette dynamique de recherche scientifique, repérable des deux côtés de l'Atlantique, a pris deux orientations.

Dans la première, *le regard scientifique s'élargit* : les luttes de(s) femmes, notamment leurs grèves (Auzias et Houel, 1982), et les mouvements féministes sont traités comme des mobilisations à part entière. En France, le paradigme tourainien des nouveaux mouvements sociaux est critiqué pour avoir relégué le mouvement féministe au rang de « non-mouvement social » (*Cahiers du Gedisst*, 1997). Les enquêtes portant sur les mobilisations féministes travaillent des problématiques fondamentales de la sociologie des mobilisations : l'étude des continuités entre les mouvements des femmes des années 1920 et ceux des années 1960 aux États-Unis – masquées par une période de reflux – permet de qualifier des « abeyance

structures » ; les mobilisations pour la parité en France (Bereni, 2007) éclairent les modalités de construction des problèmes publics.

Il s'agit alors de faire le lien entre les dynamiques d'un ordre social structuré par la domination masculine et l'émergence de mobilisations fortement féminisées, voire non mixtes, même lorsque ce lien semble *a priori* paradoxal. Magali Della Sudda (2007) montre ainsi que la participation à des mouvements féminins conservateurs (des ligues de femmes catholiques au XIX^e siècle en France et en Italie) est porteuse de pratiques de mobilisations émancipatrices. À l'inverse, d'autres analyses interrogent le contenu féministe de la Marche mondiale des femmes de 2000 (Galerand, 2007).

Il convient également de montrer que des femmes ou des groupes de femmes ont joué un rôle structurant dans des mobilisations que l'on considérerait comme organisées par d'autres rapports de domination : ainsi l'étude de la place des ouvrières de Lip ou celle des femmes chefs coutumières dans le mouvement amérindien en Guyane française (Stéphanie Guyon, thèse en cours) permettent d'enrichir l'analyse de ces mouvements sociaux.

Enfin, certaines recherches interrogent les effets de l'émergence du féminisme sur la formulation des revendications dans d'autres mobilisations, par exemple dans le syndicalisme (Maruani, 1979).

Des mouvements sociaux sexués

La seconde orientation des analyses en termes de genre ou de rapports sociaux de sexe interroge le militantisme lui-même. Pour paraphraser Danièle Kergoat (1992, p. 122) quand elle a théorisé le concept de « *mouvement social sexué* », « *il ne s'agit [plus] de « rajouter » les femmes comme un plus qui viendrait colorer [le militantisme], l'analyse de celui-ci restant en dehors de toute prise en compte des rapports sociaux de sexe [...] Mais cela signifie que les rapports sociaux de sexe imprègnent en profondeur tous les [militantismes] et que cette considération doit toujours être présente quand on les analyse* ». Cette considération suppose de penser le militantisme à la fois comme un produit et comme un mode de (re)production des rapports de genre. Car comprendre « *les logiques patriarcales du militantisme* », c'est « *comprendre le genre à la fois comme un système politique qui organise les rapports de domination et comme un processus que les militant-e-s mettent en œuvre dans leurs pratiques, leurs mobilisations et leurs projets politiques* » (Roux et al., 2005, p. 9).

Aux États-Unis, dans un contexte théorique marqué par la prééminence du paradigme de la mobilisation des ressources, il s'agira d'abord de questionner le modèle du choix rationnel,

accusé d'imposer le présupposé théorique d'un acteur universel sans histoire personnelle ni position de genre, de classe, de race, etc., et l'illusion de l'homogénéité du groupe mobilisé. McAdam (1992) intègre le genre pour analyser la dynamique du recrutement et de l'activisme individuels, comme les carrières militantes et les conséquences biographiques de l'engagement. Il montre par exemple que la participation au *Freedom Summer* a un impact « subjectif » plus fort pour les participantes en termes de représentations de leur trajectoire biographique, alors qu'en revanche les conséquences comportementales, pratiques, « objectives » sont plus importantes pour les hommes.

Des deux côtés de l'Atlantique, les recherches empiriques – reposant souvent sur la méthode de l'observation ethnographique – vont ainsi se multiplier pour montrer que toutes les dimensions de l'action collective sont genrées (Einwohner *et al.*, 2000), l'action du genre étant de plus en plus théorisée comme imbriquée à l'action d'autres systèmes de domination (race, classe, âge, orientation sexuelle, etc.).

Pour éclairer le processus de réussite et d'échec des mouvements sociaux, Einwohner (*Gender & Society*, 1999) montre – à partir de la comparaison de deux actions collectives pour les droits des animaux – que l'issue dépend de l'attribution, par l'interlocuteur du mouvement, d'une certaine identité (de genre mais aussi de classe et de race) aux militant-e-s. L'identité collective est modelée par le genre. De même, pour expliquer la surreprésentation des femmes dans certaines mobilisations, le concept de ressources a été élargi pour y inclure les rôles traditionnels liés à la maternité (Krauss, 1993). Dans certaines conditions, les actrices peuvent tenter de retourner le stigmate et de le constituer en ressource : cela a pu être le cas temporairement en France avec l'adoption de la loi sur la parité, où les qualités – supposées féminines – d'écoute, de proximité, etc. étaient convoquées pour résoudre la crise de la représentation et de la participation politique.

La prise en compte du genre pour étudier l'émergence de leaders, la « *gestion de la mixité* » (Kergoat *et al.*, 1992) ou la dynamique des « *arrangements de genre* » durant une action collective (*Gender & Society*, 1998) conduit à dénaturiser l'analyse des rapports de pouvoir au sein même des mobilisations.

De même, l'attention portée à la division sexuelle du travail militant permet de repérer une répartition des pratiques quotidiennes entre les tâches « masculines », valorisées (écrire des tracts...), et les tâches « féminines », invisibilisées (écouter attentivement en réunion...), y compris dans des mouvements « progressistes » ou des organisations « féministes » (Bargel, 2005 ; Dunezat, 2004). De tels processus genrés sont également à l'œuvre dans les logiques de choix de revendications et de répertoire d'action, de répression, de rétributions, de

sociabilité(s). Plus largement, c'est la notion même de militantisme – tout ce qu'elle transporte matériellement et symboliquement en termes de hiérarchie, de compétence, de spécialisation – que la problématique du genre nous conduit à réinterroger (Rogerat, 1995 ; Fillieule et Roux, 2009).

Enfin, les analyses du désengagement militant gagneraient beaucoup à questionner les processus par lesquels le genre et les rapports sociaux de sexe sont rejoués *dans et par* le militantisme, contribuant du même coup à structurer ses recompositions et ses desseins, ses espoirs et ses désillusions.

Lucie BARGEL et Xavier DUNEZAT

Renvois :

Abeyance structure, Conséquences biographiques de l'engagement, Grève, Leaders, Mobilisation des ressources, Nouveaux mouvements sociaux, Réussite et échec des mouvements sociaux, Sociabilité(s).

Bibliographie :

AUZIAS (C.) et HOUEL (A.), *La Grève des ovalistes. Lyon, juin-juillet 1869*, Paris, Payot, 1982.

BARD (C.), *Les Femmes dans la société française au XX^e siècle*, Paris, Armand Colin, 2001.

BARGEL (L.), « La Socialisation politique sexuée : apprentissage des pratiques politiques et normes de genre chez les jeunes militant-e-s », *Nouvelles questions féministes*, 24 (3), 2005, p. 36-49.

BERENI (L.), *De la cause à la loi. Les mobilisations pour la parité politique en France (1992-2000)*, thèse de science politique, Paris I, 2007.

Cahiers du Gedisst, 18, 1997, Paris, L'Harmattan, Dossier « Hommes et femmes dans le mouvement social ».

DELLA SUDDA (M.), *Une Activité politique féminine conservatrice avant le droit de suffrage en France et en Italie. Socio-histoire de la politisation des femmes catholiques au sein de la Ligue patriotique des Françaises (1902-1933) et de l'Unione fra le donne cattoliche d'Italia (1909-1919)*, thèse d'histoire, éd. de l'EHESS/La Sapienza, 2007.

DUNEZAT (X.), *Chômage et action collective. Luttés dans la lutte. Mouvements de chômeurs et chômeuses de 1997-1998 en Bretagne et rapports sociaux de sexe*, thèse de sociologie, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, 2004.

EINWOHNER (R. L.), HOLLANDER (J. A.) et OLSON (T.), « Engendering Social Movements. Cultural Images and Movement Dynamics », *Gender & Society*, 14 (5), octobre 2000, p. 679-699.

FILLIEULE (O.) et ROUX (P.) (dir.), *Le sexe du militantisme*, Presses de Sciences Po, 2009.

GALERAND (E.), *Les Rapports sociaux de sexe et leur (dé)matérialisation. Retour sur le corpus revendicatif de la Marche mondiale des femmes de 2000*, thèse de sociologie, UQAM-UVSQ, 2007.

GUILBERT (Madeleine), *Les Femmes et l'organisation syndicale avant 1914*, Paris, CNRS, 1966.

KERGOAT (Danièle), IMBERT (Françoise), LE DOARE (Hélène) et SENOTIER (Danièle), *Les Infirmières et leur Coordination, 1988-1989*, Paris, Lamarre, 1992.

KRAUSS (C.), « Women and Toxic Waste Protests : Race, Class and Gender as Resources of Resistance », *Qualitative Sociology*, 16 (3), 1993, p. 247-262.

MCADAM (Doug), « Gender as a Mediator of the Activist Experience : The Case of Freedom Summer », *American Journal of Sociology*, 97 (5), 1992, p. 1211-1240.

MARUANI (M.), *Les Syndicats à l'épreuve du féminisme*, Paris, Syros, 1979.

MARUANI (Margaret) (dir.), *Femmes, genre et sociétés. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 2005.

PERROT (M.), *Les Femmes ou les silences de l'histoire*, Paris, Flammarion, 1998 [1^{re} éd., 1974]).

ROGERAT (C.), « Femmes et syndicalistes. Assimilation ou intégration ? La dynamique du compromis », dans P. Cours-Salies (dir.), *La Liberté du travail*, Paris, Syllepse, 1995, p. 165-182.

ROUX (P.) *et al.*, « Le Militantisme n'échappe pas au patriarcat », *Nouvelles questions féministes*, 24 (3), 2005, p. 4-15.

Gender & Society, 12 (6), 1998 ; 13 (1), 1999, dossier « Gender & Social Movements ».